

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 09/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE DHAINAUT SA.

11 boulevard des Alliés
59148 Flines-lez-Raches

Références : [2024-V3-036](#)

Code AIOT : 0007000035

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2023 dans l'établissement CARRIERE DHAINAUT SA. implanté Le Bois de Flines 59148 Flines-lez-Raches. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DHAINAUT SA.
- Le Bois de Flines 59148 Flines-lez-Raches
- Code AIOT : 0007000035
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Dans le cadre de l'exploitation de la carrière de Flines-lez-râches, la société Carrière DHAINAUT est

autorisée par arrêté préfectoral du 06/07/2009 à remblayer l'excavation avec des déchets inertes externes et notamment des terres excavées.

L'action vise à vérifier la mise en conformité des installations par rapport aux faits susceptibles de suites constatés lors de la visite du 15 février 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [Récolement des faits-susceptibles de suite de inspection du 15/02/2021](#)
[État de transmission auto-surveillance eaux](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 23	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockage des produits polluants	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 18.1.3§1	Sans objet
3	Transmission et analyse des résultats de la surveillance	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 18.3.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate lors de cette inspection que l'exploitant a :

- modifié la signalétique de ces installations des stockages et de tri ;
- mis en place des rétentions pour la quasi-totalité des cuves et récipients contenant des fluides dangereux (huiles, hydrocarbure) ;
- revu sa procédure de gestion des déchets ;
- déposé une demande relative à la rubrique 2713.

L'inspection constate que l'exploitant doit poursuivre les actions correctives :

- la transmission des éléments par rapport au classement de ces installations au regard de la rubrique 2716

Enfin l'inspection constate l'incapacité de l'exploitant à transmettre son auto-surveillance des eaux d'exhaure dans l'application GIDAF. L'exploitant a transmis par courriel l'historique de son auto-surveillance depuis 2009. L'inspection demande à ce que l'exploitant transmette son auto-surveillance par courriel à l'UD du Hainaut, s'il ne parvient pas à le faire via GIDAF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage des produits polluants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 18.1.3§1
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention produit chimiques
Prescription contrôlée :

<p>§1- tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.
<p>Constats :</p> <p>La visite du site permet de constater que les travaux sont faits. (photo en annexe 1).</p> <p>Les rétentions sont mises en place pour les bidons et récipients destinés à récupérer l'égouttage des pompes et robinets des fûts.</p> <p>Pour les stockages d'huiles moteurs et d'huile hydraulique, les cuves utilisées sont des citernes à rétention incluse (type double peau). L'exploitant, à la demande de l'inspection a transmis les caractéristiques techniques de ces citernes.</p> <p>L'entretien des engins est réalisé par un prestataire extérieur, qui récupère l'ensemble des fluides.</p> <p>Lors de la visite, il est constaté la présence de sciure absorbante au niveau des cuves de stockage des huiles.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'expliquer la procédure appliquée en cas de déversement accidentel.</p> <p>L'exploitant explique qu'en cas de déversement accidentel de fluide, une sciure est immédiatement répandue afin d'absorber les liquides. Puis les sciures souillées sont mises dans une benne spécifique et envoyées en centre de traitement approprié.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Séparation des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 23</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, séparation déchet/tri</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur valorisation, leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement.</p> <p>Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.</p> <p>Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.</p> <p>Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R 543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et</p>

à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R 543-201 du code de l'environnement.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Constats :

L'inspection constate que la procédure de gestion des déchets et du tri a été revue. Les différents espaces sont signalisés ce qui permet d'identifier les zones de tri et d'éviter le mélange des déchets. (photo en annexe 1).

De plus l'inspection constate qu'une demande relative à une déclaration pour la rubrique 2713 : Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 a été déposé en préfecture 29 mars 2021. Par rapport du 15 juillet 2015 l'inspection a conclu au non-classement de l'installation pour la rubrique 2713, les volumes de 90 m³ étant inférieurs au seuil de la déclaration (<100 m³).

L'exploitant indique recevoir des « Déchets Industriels Banaux (DIB) » (classé en déchet non dangereux non inertes au sens de la réglementation) qui peuvent relever de la rubrique 2716 et non 2713, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre par **porté-à-connaissance** les éléments permettant de justifier du classement ou non de cette activité sur son site.

Lors de visite l'inspection constate que dans la zone de réception, la présence de déchets divers en mélanges en attente de tri (photo annexe 1).

Pour rappel la rubrique 2716 concerne : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1.

Le volume susceptible d'être présente dans l'installation étant :	Régime
1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	E
2. Supérieur ou égale à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	DC

Observations :

Compte tenu des constats, il est attendu de l'exploitant qu'il fournisse les éléments concernant le classement éventuel de l'installation au titre de la rubrique 2716.

Les éléments sont à transmettre sous un délai de 1 mois.

En cas d'absence de réponse, l'inspection proposera alors au Préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de déposer un dossier relatif à la rubrique 2716..

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Transmission et analyse des résultats de la surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 18.3.5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

Un état récapitulatif annuel des résultats des mesures et analyses imposées à l'article 18.3.5.2 ci-avant, doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit la réception des analyses, à l'inspection des installations classées.

Cette transmission est accompagnée :

- d'un tableau récapitulatif des résultats des campagnes précédentes,
- dans tous les cas, d'une analyse des résultats obtenus portant sur l'évolution des paramètres et la position des valeurs au regard des normes imposées,
- en tant que de besoin, du descriptif des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

En fonction des résultats obtenus et de leur évolution, l'inspecteur des installations classées pourra modifier la fréquence et la nature des prélèvements, mesures et analyses, en accord avec l'exploitant.

Constats :

L'inspection constate que malgré de nombreux essais, l'exploitant ne parvient pas à transmettre son autosurveillance via l'application GIDAF.

L'inspection constate que les contrôles inopinés sont correctement téléversés sur GIDAF. Le cadre est donc fonctionnel.

L'inspection rappelle que par arrêté ministériel du 26 janvier 2014 « *Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.*

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet »

L'exploitant invoque l'impossibilité technique de transmission sur GIDAF.

L'inspection répond que compte tenu des circonstances, il peut être admis que les documents relatifs à l'autosurveillance soient transmis par courriel sur la boîte générique de l'UD du Hainaut : ud-hainaut.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Observations :

Compte tenu des constats ci-avant, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre ses résultats via l'application GIDAF qui a été actualisée en septembre 2023.

S'il n'y parvenait, il lui est alors demandé de transmettre les résultats par courriel à l'UD du Hainaut : ud-hainaut.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr dans le respect des délais prescrits dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'absence de transmission à l'inspection des résultats (via GIDAF ou directement à l'UD) dans les délais prescrits pourra amener l'inspection à proposer à M le Préfet du Nord la mise en demeure de l'exploitant de respecter les prescriptions relatives à la transmission de l'auto-surveillance.

Type de suites proposées : Sans suite